

Des politiques publiques innovantes

- Luiz Inácio Gaiger, professeur en sciences sociales appliquées à l'Universidade do Vale do Rio dos Sinos (Sao Leopoldo, Brésil)

Défis d'une politique innovante au Brésil

Il faut d'abord se rappeler de la diversité des initiatives comprises par l'économie solidaire. Cet ensemble hétérogène a pour traits majeurs :

- ▶ les liens indissociables entre l'économique, le social et le politique et les retombées socio-politiques des initiatives économiques solidaires
- ▶ la dimension populaire et classiste avec une alternative pour ceux qui vivent de leur capacité de travail
- ▶ Une nouvelle rationalité comprenant la solidarité, l'efficacité économique le social et l'éthique

Cinq grands défis du SENAES (Secrétariat d'État au Brésil)

- ▶ Dépasser le cadre traditionnel des politiques orientées vers le travail
- ▶ Concevoir et concrétiser des actions capables d'engendrer des effets durables
- ▶ Respecter et mobiliser les bénéficiaires en les envisageant non pas comme une population cible mais comme des acteurs indispensables, capables de jouer un rôle actif.
- ▶ Agir de façon intégrée avec d'autres politiques convergentes ou coïncidentes
- ▶ Assurer des politiques d'État allant au-delà des initiatives momentanées, liées souvent à des circonstances passagères au sein des gouvernements.

Le besoin d'expérimenter

L'expérimentation se heurte à l'urgence de produire des résultats visibles, convaincants et effectifs. Il faut agir sans perdre de vue la réalité dynamique de l'économie solidaire et les acteurs de terrain de premier niveau. Ceci évitera que les enjeux de légitimation et que les intérêts politiques interviennent comme monnaie d'échange. Il faut couper la voie du clientélisme.

Expliciter et gérer les conflits

Il s'agit d'installer l'action publique au sein de l'appareil d'État et de créer des institutions hybrides, non étatiques et indépendantes pour en assurer la pérennité. La place centrale de la sphère publique doit être préservée pour garantir la participation démocratique et synergique de tous les acteurs et éviter la privatisation par des citoyens privilégiés.

- Christiane Bouchard, présidente du Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES)

Le Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES)

Il représente 30 collectivités dont 6 régions. Il favorise les échanges sur les pratiques et la

défense des acteurs et projets auprès des institutions. Le RTES met également en place des outils et des moyens pour informer. Le Réseau regrette qu'une convention concernant des plans pluriannuels n'est pas été honorée par l'État.

Démocratie participative

Elle s'exerce à l'échelle d'atelier dans les quartiers autour de 4 axes :

- ▶ L'accompagnement et l'aide aux réseaux à l'échelle régionale
- ▶ Le soutien au développement de l'Économie Sociale et Solidaire avec six clubs d'investisseurs qui cherchent à mettre en commun leur épargne.
- ▶ Le droit à l'expérimentation en même temps que la promotion des systèmes coopératifs.
- ▶ La communication et la formation avec une volonté de donner et de transmettre aux acteurs. Les bouts de formation ne suffisent pas ; il faut derrière faire reconnaître le mouvement

Le Réseau des territoires pour l'économie solidaire s'appuie également sur des closes éthiques et environnementales et sur la synergie des territoires avec les principes de la mutualisation et de la transversalité. L'évaluation devant quant à elle permettre des réajustements plutôt que des logiques de résultats.